



**MMf en
action**
p. 4



**Le silence des
campagnes**
p. 3



**173^e assemblée
de la SSJB**
p. 9

Journalssjb

Le journal de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Volume 7 - N° 1 - juin 2007



Un géant nous a quittés : Jean-Marie Cossette 1928-2007

Notre Société est en deuil de l'un de ses dirigeants les plus connus et respectés : Jean-Marie Cossette, ex-président général et membre du Conseil général, décédé le samedi 28 avril, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Monsieur Cossette avait reçu le titre de Grand Patriote de l'année de la Société en l'an 2000 et la médaille Bene merenti de Patria. Au référendum de 1980, il fit partie du Comité national pour le Oui. « C'était un géant parmi nous », a déclaré le président général Jean Dorion.

Il a rappelé que Jean-Marie Cossette, né en 1928 à Saint-Roch de Mékinac et entré sur le marché du travail à la fin de ses treize ans, comme bûcheron et draveur, était devenu au fil des ans un redoutable expert de l'histoire du Québec et de la francophonie nord-américaine. Sur ce dernier dossier, il avait beaucoup appris sur le terrain, ayant résidé plusieurs années en Ontario, possédé un hôtel dans le Nord de l'État de New York et effectué son travail de photographe aérien en Louisiane, où il fut un conférencier régulier de la radio de langue française à Mamou et à Lafayette.

Ces expériences hors Québec avaient rendu Jean-Marie Cossette très conscient de la fragilité du français sur notre continent. Sans surprise, on le retrouve dès les débuts au Rassemblement pour l'indépendance nationale. Il prononcera

Suite à la page 2

Victoire de la SSJBM : la multinationale Esso renonce à rebaptiser On the run ses 54 dépanneurs au Québec



Le 8 janvier, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal invitait Esso à respecter l'environnement linguistique du Québec en renonçant à rebaptiser *On the run* ses 54 dépanneurs connus au Québec sous la raison sociale *Marché Express*. Esso avait fait part d'une pareille intention, ouvrant même un premier dépanneur *On the run* dans Ville Mont-Royal, une décision dénoncée par l'organisme Impératif français. Par voie de communiqué, la SSJBM annonçait qu'une série de moyens de pression allait être utilisée, et commençait par des lettres du président général au Premier ministre et au Chef de l'Opposition. Jean Dorion invitait ces derniers à se porter à la défense de la langue du Québec en

Suite à la page 2

Le Conseil de presse donne raison à la Société

Dans deux décisions rendues le 30 mars et le 11 mai, le Conseil de presse a donné totalement gain de cause à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal au sujet des plaintes qu'elle avait déposées contre deux quotidiens torontois et leurs journalistes.

Le premier cas concerne un article intitulé *The Rise of Quebecistan*, paru dans le *National Post*. Son auteure, Barbara Kay, affirmait qu'un Québec indépendant soutiendrait le Hezbollah et deviendrait une terre d'accueil pour les terroristes, vu ce que M^{me} Kay estimait être une forte tradition antisémite québécoise, le tout étant confirmé selon elle par la participation de dirigeants indépendantistes (et même fédéralistes, tel Denis Coderre) à une manifestation contre l'intervention israélienne au Liban.

Dans sa plainte contre la journaliste, la Société a réfuté par un rappel historique ces accusations et conclu qu'elles étaient propres à soulever la haine contre le peuple québécois. Le Conseil a convenu que « la journaliste a déformé les faits » et que ses propos « équivalaient à une provocation indue,

en plus d'établir des généralisations propres à perpétuer les préjugés plutôt qu'à les dissiper ».

Dans l'autre cas, la journaliste Jan Wong, dans un article du *Globe and Mail* consacré à la tragédie du collège Dawson, prétendait que les fusillades en milieu scolaire étaient un phénomène propre au Québec et attribuables à une obsession québécoise pour la « pureté raciale » laquelle, en marginalisant ceux qui ne sont pas « pure laine », pousse certains d'entre eux à des gestes de folie. La Société avait porté plainte en rappelant les drames analogues survenus au Canada et en soulignant que les nombreux mariages interethniques, l'adoption internationale (dont le Québec a le championnat) et l'élection dans tous les partis de députés de toutes origines démentent l'accusation d'une prétendue obsession québécoise pour la « pureté ethnique ». Ici encore, le Conseil a blâmé l'auteur de l'article.

Dans les deux cas, la Société n'a pas été seule à porter plainte mais son argumentation était la plus élaborée et le Conseil l'a citée plus longuement que tous les autres plaignants.

Envois publications — Publication mail 40009183

SOMMAIRE

Le silence des campagnes
Jean-Marie Cossette,
parcours d'un combattant
Jean-Marie Cossette,
un exemple toujours vivant

p. 3
p. 6
p. 7

Coalition pour un seul mégaCHU
Le site Internet de la SSJB
Merci Karima
Décès de Roger Varin
Agenda des sections

p. 8
p. 8
p. 10
p. 11
p. 11

Visitez notre site Internet au www.ssjb.com



(photo : Jean-Pierre Durand)

des conférences dans pas moins de douze comtés à l’élection de 1966 pour ce parti, alors dirigé par Pierre Bourgault.

En octobre 1970, Jean-Marie Cossette sera victime de la répression trudeauiste : emprisonné avec cinq cents autres patriotes, il regagne après vingt-et-un jours, sans aucune accusation, sa maison transformée à son insu en la pire des prisons : il y fera en effet la découverte, six mois plus tard, d’un dispositif d’espionnage électronique installé durant sa détention et permettant à la police d’écouter les moindres soupirs de ses occupants.

Élu en 1975 président général de la Société

Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour un premier mandat d’un an, Jean-Marie Cossette devait revenir à la tête de la Société en 1978 et 1979, puis de nouveau en 1985. En plus d’avoir dirigé jusqu’à tout récemment la société *Point du jour aviation*, fondée par lui en 1976, Jean-Marie est resté à la SSJBM, jusqu’à la toute fin, à 78 ans, un exemple de conviction et de constance, rappelle Jean Dorion.

Le nombre et la qualité des personnes qui remplissaient l’église lors de ses funérailles illustrent la place qu’occupait Jean-Marie Cossette dans sa municipalité, dans sa région et au Québec : en plus d’un émouvant témoignage personnel de sa nièce Annie Boudreau,

l’assistance a pu entendre un très beau rappel de sa carrière d’homme et de militant, composé par les anciens présidents généraux Marcel Henry et Guy Bouthillier, et lu par ce dernier. L’hommage de Bernard Landry, prononcé sans notes, ne fut pas moins impressionnant. Enfin, on pourra lire dans le présent journal l’éloge du président général Jean Dorion. On remarquait dans l’assistance, outre MM. Bouthillier et Henry, les anciens présidents Yvon Groulx, Gilles Rhéaume, Jean-Paul Champagne et François Lemieux, et plusieurs conseillères et conseillers généraux passés et actuels, de même que maints présidentes et présidents de sections, dont celui de Pierre-Le-Gardeur, Claude-J. Allard, et le président de leur Commission, Umberto Di Genova, ainsi que le député Raymond Gravel et l’animateur de radio Roger Drolet, grand ami du défunt. C’est encadré de porteurs du fleudelisé que le cercueil de Jean-Marie Cossette est entré dans l’église et en est ressorti, sous les applaudissements de l’assistance.

Jean-Marie Cossette laisse dans le deuil son épouse Louisette Grimard, son fils Jean (Josée Janssens), sa fille Marie-Josée, ses petits-enfants : Claudelle, Antoine et Virgile (père : Michel Garcia), sa sœur Françoise et sa belle-sœur Geneviève Nault, de même que de nombreux neveux, nièces et amis. À ces personnes, de même qu’à tous ceux et celles qui ont connu et aimé Jean-Marie, nous voulons dire notre plus profonde sympathie.

Autres articles en pages 6 et 7.

Suite de la page I — Victoire de la SSJB

intervenant auprès de la société Esso pour qu’elle abandonne son projet anglicisant. « Il ne faudrait surtout pas qu’on se contente du compromis boiteux qui consiste à ajouter un générique français devant une raison sociale anglaise, dans le style « Dépanneur On the run » précisait Jean Dorion dans sa lettre aux deux dirigeants politiques.

Le même communiqué annonçait la préparation d’une action citoyenne sur le terrain même, à court et à long terme, avec d’autres partenaires, « pour aider la société Esso à mieux comprendre ses propres intérêts ». Le Mouvement Montréal français avait déjà entrepris des démarches

pour faire une première manifestation devant le premier dépanneur déjà rebaptisé « On the run », dans Ville Mont-Royal.

Ce communiqué a connu un retentissement médiatique extraordinaire. En avant-midi, Jean Dorion donnait une dizaine d’entrevues dans différents médias. En début d’après-midi, le porte-parole d’Esso annonçait que la multinationale renonçait à modifier les raisons sociales de ses dépanneurs au Québec.

« Il n’appartient pas à une multinationale, si riche soit-elle, de décider de la langue du Québec » avait rappelé Jean Dorion. « Depuis quelques

années, l’anglicisation des raisons sociales au Québec s’accélère et tend à se généraliser avec la multiplication des chaînes et des bannières. Cette anglicisation du paysage commercial résulte de décisions prises ailleurs, par des gens pour qui la protection de la diversité culturelle et linguistique de la planète est le dernier souci, et qui lui préfèrent de beaucoup les profits qu’ils escomptent tirer de l’uniformisation. Il n’existe cependant aucune raison de se résigner à ce phénomène ou de le tolérer plus longtemps. Les citoyens, au Québec comme dans d’autres pays, peuvent au contraire s’organiser pour exiger que les entreprises s’adressent à eux dans leur langue, et cela commence par la raison sociale sous laquelle elles se présentent ».

Un peu plus tard, le 19 janvier, le MMf effectuait à la sortie des bouches de métro une distribution massive de dépliant et de tracts contre l’anglicisation des raisons sociales. Et ce n’est qu’un début. Refranciser le visage de Montréal constitue un immense combat.

Mario Beaulieu



Des militants du MMf distribuent des dépliant au métro Mont-Royal.

POUR VOUS TIRER D’EMBARRAS...

François Gendron, Ph. D.
AVOCAT
507, PLACE D’ARMES
BUREAU 1701
MONTRÉAL (QUÉBEC)
CANADA H2Y 2W8
TÉL. : (514) 845-5545
FAX : (514) 845-7670

CONVENTION DE LA POSTE — PUBLICATION 40009183
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉ AU CANADA AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82 SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3
courriel : mbeaulieu@ssjb.com



Le mot du Président général

Le silence des campagnes

Impossible de ne pas parler des résultats des dernières élections et des remous consécutifs autour de la direction du Parti Québécois. Indépendante de tout parti politique, notre Société n’a certainement pas à s’immiscer dans le choix des dirigeants de quelque formation que ce soit. Nous ne l’avons jamais fait. Mais nous pouvons certainement porter un jugement, en regard de nos propres objectifs, sur les menus offerts par les partis politiques, en particulier par celui dont la visée centrale est de faire du Québec un pays. La question du Chef a compté pour beaucoup dans les résultats du P.Q. en 2007. Mais explique-t-elle le recul du principal parti indépendantiste au cours des trois dernières élections ? De 44,7% du suffrage populaire en 1994, on est passé à 42,9% en 1998, à 33,2% en 2003, puis à 28,39% cette année.

L’un des traits marquants des trois dernières campagnes électorales a été non pas l’absence du thème de la souveraineté (les dirigeants péquistes en ont beaucoup parlé, quoi qu’on dise), mais le silence sur les motifs principaux qui la justifient, soit la langue, la culture et le sentiment national engendré par l’histoire commune des Québécois. S’il y a un important parti politique indépendantiste au Québec, alors qu’il n’en existe pratiquement aucun dans les cinquante-neuf autres provinces ou États du reste du continent, c’est d’abord parce que les Québécois parlent français et qu’un grand nombre d’entre eux jugent que le statut constitutionnel actuel du Québec n’offre pas de protection

suffisante face aux menaces qui planent sur leur langue. Il y a aussi, derrière le mouvement indépendantiste, le sentiment national, produit par une culture commune et par la conscience de partager un projet commencé en Nouvelle-France et poursuivi depuis quatre siècles malgré les adversités successives. Or, songeons que les thèmes de la langue et de la culture n’eurent aucune place au « débat des Chefs » de cette année. De la langue, les plateformes électorales des partis parlèrent très peu ; celle du PQ lui consacra deux lignes (sur 42 pages), dans les termes les plus généraux.

Bref, apparemment pour éviter les débats (!), on a parlé de la souveraineté, mais pas des principales raisons de la faire, privant ainsi les militants de leurs meilleurs arguments. Face à des adversaires idéologiquement désarmés, les politiciens québécois fédéralistes l’ont eue facile et Stephen Harper lui-même a fait des merveilles avec ses concessions symboliques, assortissant tout de même ses gentillesse de menaces à peine voilées pour le cas où l’on oserait quand même élire les « séparatistes » (Al Capone l’a dit un jour : « *On obtient beaucoup avec un bon mot et un sourire, et davantage encore avec un bon mot, un sourire et un revolver* »).

En mettant sur pieds le Mouvement Montréal français, la Société Saint-Jean-Baptiste a voulu soulever la chape de plomb qui s’est abattue depuis une douzaine d’années sur le mouvement nationaliste du Québec, en ce qui concerne la

langue, et qui a permis les pires aberrations : songeons par exemple que nos gouvernements successifs ont tous endossé le projet toujours en cours de confier la moitié des nouvelles infrastructures hospitalières montréalaises à des gens qui les géreront essentiellement en anglais, la langue maternelle de 12% de la population du Grand Montréal. Songeons aussi qu’en juin 2002, l’Assemblée nationale avait enfin accepté, en adoptant la loi 104, de faire du français la langue unique des communications écrites entre l’État et les personnes morales établies au Québec, à partir d’une date à fixer par décret : or, le décret n’était pas encore adopté à l’élection de 2003 et il ne l’est toujours pas !

Pour ramener la question grave et urgente de la langue au centre du débat politique, la Société a mis sur pied, avec d’autres, le Mouvement Montréal français. Les succès d’assistance remportés par le MMf depuis sa naissance ne trompent pas : depuis la première assemblée de quatre-vingts personnes qu’il a tenue le 10 décembre 2005, chacun de ses quatre rassemblements a attiré nettement plus de gens que le précédent ; le 29 avril, nous étions près de cinq cents au La Tulipe. C’est que l’opinion est prête à se mobiliser sur la langue : la multinationale Esso l’a compris lorsqu’elle a dû céder contre la SSJB et Impératif français dans l’affaire de ses dépanneurs qui continueront, au Québec, de s’appeler *Marché Express* et non *On the run*. Il y a de la lumière au bout du tunnel.

* * *

Autre sujet à la mode ces derniers mois, celui des accommodements raisonnables, qui ont donné lieu à des abus, mais pas uniquement là où l’on pense. Les mises au point parfois nécessaires dans nos relations avec les nouveaux venus ne devraient pas servir de prétexte à l’intolérance, à l’insensibilité et à une exploitation médiatique sensationnaliste qui fait le jeu des extrémistes de tous bords. Perdre un préjugé, c’est gagner beaucoup : en page 10 de ce *Journal SSJB*, je vous propose de prendre connaissance d’un témoignage personnel de votre président à ce sujet, sous le titre « Merci Karima ».

LES 40 ANS DU « VIVE LE QUÉBEC LIBRE ! »

Petit-déjeuner-causerie sur le thème « CHARLES DE GAULLE, UNE CERTAINE IDÉE DU QUÉBEC »

À l’occasion du 40^e anniversaire de la visite du général de Gaulle au Québec en juillet 1967, Alain Ripaux, prononcera une conférence sur le thème « Charles de Gaulle, une certaine idée du Québec » le 10 juin 2007 dans les salons de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Ce conférencier français a écrit en particulier deux livres de référence « Le Québec, une Amérique française » et « Images et Souvenirs du Poitou-Charentes ». Il a prononcé des conférences sur les relations franco-québécoises et la philatélie franco-canadienne.

Alain Ripaux est aussi à l’origine de plusieurs expositions historiques « Hommes et réalisations de la V^e République », « Le Québec, de Jacques Cartier à nos jours », « Napoléon et l’épopée impériale » qui ont connu un grand succès en France et en Belgique.

Il est rédacteur en chef de la revue *Visualia*, auteur de nombreux articles historiques et philatéliques en particulier dans la revue *France-Québec Magazine*.

Engagé depuis de nombreuses années dans les relations franco-québécoises, Alain Ripaux est vice-président de l’association « Frontenac-Amériques », vice-président de « Paris-Quadridentaire de Québec » et membre de la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs.

**Les portes de la maison Ludger-Duvernay
(82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)
ouvriront à 10 h 30
et un petit-déjeuner sous la forme café-brioche sera offert.
Une contribution volontaire de 5 \$ est suggérée.**

**Veuillez confirmer votre présence avant 17 h le jeudi 7 juin
en appelant au 514-843-8851.**

	 Maria Mourani députée fédérale d’Ahuntsic Porte-parole de la condition féminine pour le Bloc Québécois 514-383-3709 9775 rue Waverly, Bureau 102 Montréal (Québec) H3L 2V7 
	 FRANÇOIS LEGAULT Député de Rousseau Porte-parole de l’opposition officielle du développement économique et des finances Bureau de circonscription 1723, route 125 Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0 Téléphone: (450) 831-8979 Sans frais: 1-800-889-4401
	Bernard Bigras Député Rosemont-Petite-Patrie 2105, rue Beaubien Est Montréal (Québec) H2G 1M5 Téléphone : (514) 729-5342 Télécopieur : (514) 729-5875 Site internet : www.bernardbigras.qc.ca 

Le Mouvement Montréal français en action !



Une langue à partager dans les raisons sociales et les services commerciaux

Le 20 janvier 2007, après avoir participé aux pressions ayant incité Esso à ne pas rebaptiser du nom de « *On the run* » ses 54 dépanneurs au Québec, le MMf a effectué, aux sorties des bouches du métro, une distribution massive de dépliants et de tracts dénonçant la prolifération des raisons sociales rédigées en anglais, qui compromet le visage français de Montréal. Les tracts incitent à acheter dans les commerces dont la raison sociale, l'accueil, l'affichage, les dépliants, les catalogues, les brochures, les sites Internet, la musique ambiante et la langue de travail sont en français !



Maria Mourani et Lisette Lapointe étaient à l'oeuvre au métro Mont-Royal, lors de l'opération de distribution de dépliants pour les raisons-sociales en français.

La mobilisation : au centre de la stratégie du MMf

Le Mouvement Montréal français (MMf) est une coalition de citoyennes et de citoyens lancée avec l'appui de la SSJBM, mais indépendante et non-partisane. Dans un premier temps, l'équipe du MMf s'est concentrée sur le développement parmi ses membres d'une structure de mobilisation et d'équipes de travail. Des rencontres ont été effectuées avec différents organismes de la société civile. Près d'une centaine de téléphonistes bénévoles sont à l'action.

Pour susciter une participation citoyenne sans cesse grandissante et pour ramener la question linguistique dans les médias, nous organisons régulièrement des rassemblements de mobilisation. Ces rassemblements sont festifs. Ils comportent des discours et des prestations musicales. Ils visent à intégrer le plus de gens possible dans la mobilisation et le recrutement d'autres militantes et militants qui participeront au travail de terrain, à la distribution de matériel promotionnel, etc.

Lancement de la campagne « Une langue à partager »

Depuis la parution du dernier *Journal SSJB*, le MMf a lancé la campagne de sensibilisation « *Une langue à partager* ». Cette opération vise à mobiliser la société civile autour de l'objectif de faire du français la véritable langue officielle et commune dans la région métropolitaine de Montréal, enjeu crucial pour la survie du français au Québec.

La campagne « Une langue à partager » a été lancée par une conférence de presse le 5 décembre, et un rassemblement tenu au Théâtre Plaza le 10 décembre 2006. Lors de ce rassemblement, près de 300 personnes ont pu entendre, entre autres, le chanteur et musicien Yves Lambert (autrefois de la Bottine souriante), l'écrivain Yves Beauchemin, la chanteuse Kathleen, le comédien Sébastien Dhavernas, ainsi que Mario Beaulieu, Jean Dorion, Paolo Zambito et Farid Salem de l'équipe des membres fondateurs du MMf.

Pour réaliser cette campagne, plusieurs autres moyens sont utilisés. D'une part, des milliers de dépliants ont été diffusés afin d'inciter les citoyens à entreprendre des actions concrètes. La première action proposée consiste à toujours consacrer le temps et l'effort requis pour communiquer en français dans l'espace public, et ce, avec tout interlocuteur. Il s'agit là d'un geste d'ouverture et d'accueil. De plus en plus de citoyens doivent par ailleurs dénoncer le bilinguisme institutionnel qui s'est répandu dans les services publics et sur le marché du travail.

Il faut contrer la tendance de plusieurs francophones à utiliser l'anglais avec toute personne dont le français n'est pas la langue maternelle. Cette attitude, en plus de causer beaucoup de tort au français, est souvent perçue comme un message d'exclusion adressé aux non francophones.



Mario Beaulieu, principal instigateur et porte-parole du MMf lors de l'événement *Une langue à partager au travail* le 29 avril. (photo : Normand Lacasse)

Le MMf en tournée dans les cégeps et les universités

De plus, le MMf a effectué une tournée de conférences et de kiosques d'information dans les cégeps et les universités de la grande région métropolitaine. Plus d'une quinzaine d'institutions ont été visitées. Cette opération a connu un succès considérable. Chaque fois, plusieurs étudiantes et étudiants se sont inscrits comme membres sympathisants pour participer à nos activités. Un concours de chansons sur la langue française a même été organisé au cégep Marie-Victorin. Les gagnants recevaient comme prix de participer au rassemblement du MMf. Les jeunes n'ont à peu près jamais entendu parler de la question linguistique puisque la dernière mobilisation d'envergure a eu lieu en 1993 lors de l'adoption de la loi 86. Cependant, un grand nombre d'entre eux sont conscients de la présence envahissante de l'anglais à Montréal. Il faut ré-expliquer, comme le faisait sans relâche Camille Laurin, qu'une langue publique commune est un facteur de convergence et non d'exclusion. C'est le fondement de la cohésion sociale, de l'intégration des nouveaux arrivants et de l'égalité entre tous les citoyens au Québec.



Cinq membres fondateurs du MMf, soit Farid Salem, Jean Dorion, Yves Beauchemin, Mario Beaulieu, Sophie Beupré et Paul Cairoli, ont participé à la conférence de presse de lancement de la campagne « Une langue à partager » le 5 décembre. (photo : Normand Lacasse)



René Roy (secrétaire général de la FTQ), Raymond Legault (président de l'Union des Artistes), Jean Dorion (président de la SSJBM), Claudette Carboneau (présidente de la CSN), Daniel Turp (député de Mercier) et Réjean Parent (président de la CSQ) ont pris la parole au rassemblement « Une langue à partager au travail ». (photo : Normand Lacasse)



Paolo Zambito, ainsi que plusieurs autres membres de la jeune équipe du MMf, ont invité les participants au rassemblement du 29 avril à se joindre au mouvement. (photo : Normand Lacasse)

Une langue à partager au travail

À la veille de la Fête des Travailleurs du 1^{er} mai, environ 550 personnes ont participé au rassemblement du Mouvement Montréal français sous le thème « Une langue à partager au travail ». Ce rassemblement a eu lieu au théâtre La Tulipe. Plusieurs dirigeants syndicaux ont pris la parole lors de cette assemblée, soit René Roy (secrétaire général de la FTQ), Claudette Carboneau (présidente de la CSN), Réjean Parent (président de la CSQ) et Raymond Legault (président de l'Union des Artistes).

Le MMf considère essentiel de remobiliser massivement les travailleurs pour faire du français la langue commune. Un des principaux objectifs de la loi 101 était de faire du français la langue normale et habituelle du travail. Trente ans plus tard, les études montrent que cet objectif est encore loin d'être atteint et qu'il y a eu des reculs à plusieurs égards. Moins de la moitié des Québécois allophones travaillent le plus souvent en français, alors que les francophones forment 83% de la population !

À Montréal, il y a presque deux fois plus de francophones qui travaillent surtout en anglais (82 411) que d'anglophones qui travaillent surtout en français (45 593). Une étude de Statistique Canada publiée récemment montre qu'au Québec « les salaires horaires des immigrants qui parlaient très bien anglais, sans égard au niveau de français, étaient généralement plus élevés que ceux des immigrants ne parlant pas bien les deux langues officielles ».

Il est évident que la volonté politique de faire respecter le droit de travailler en français est absente. Dans ce cas, la seule voie pour faire du français la véritable langue publique commune est celle de la mobilisation des composantes de la société civile, celle de la rue.

Voilà pourquoi le Mouvement Montréal français a été fondé!

Mario Beaulieu



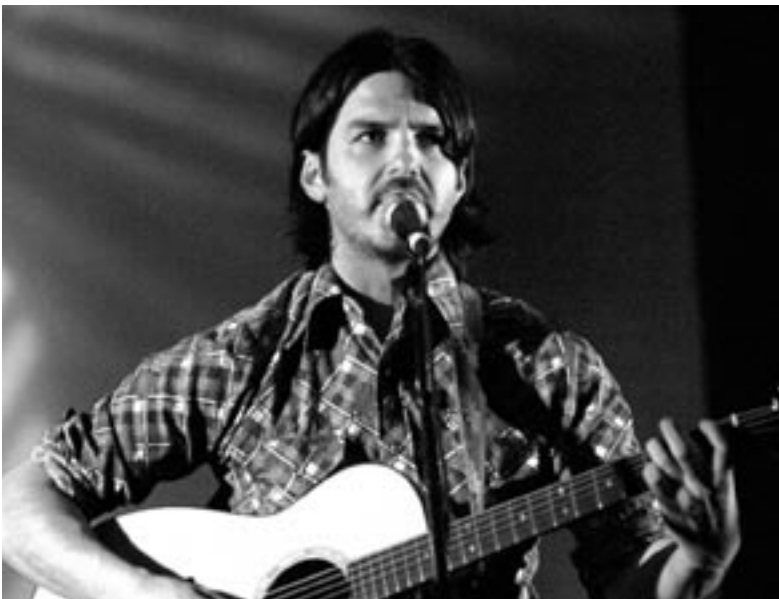
Sophie Beaupré responsable de la tournée des cégeps, Francis Dupré (mobilisation, relations publiques) et Patrick Sabourin (recherche et analyse statistique). (photos : Normand Lacasse)



Le groupe « Les Vocalistiques », gagnant du concours de chanson du MMf auprès des étudiants en musique du cégep Marie-Victorin. (photo : Normand Lacasse)



Amélie Pître a interprété « La langue de chez nous » d'Yves Duteil, et « To be or not to be » de Chloé Ste-Marie, accompagnée de Jeffrey Moseley à la guitare et Mathieu Royer à la basse. (photo : Normand Lacasse)



L'auteur-compositeur franco-ontarien Damien Robitaille. (photo : Normand Lacasse)

Jean-Marie Cossette, parcours d'un combattant

L'Église de la Purification à Repentigny affichait complet pour les funérailles de Jean-Marie Cossette, le 5 mai. À l'extérieur, le temps était magnifique et le bleu du ciel semblait vouloir se marier avec les étendards du fleurdelisé. Ce ciel, que Jean-Marie Cossette fréquentait allègrement depuis qu'il avait lancé son entreprise de photographie aérienne en 1949, lui rendait ainsi un dernier hommage.

Je me rappelle, dans les années soixante, la fierté de grand-maman Alda quand elle reçut la photo prise par monsieur Cossette, qui montrait sa maison vue du haut des airs, avec les bâtiments de ferme tout autour. C'était à Mascouche, dans le rang du Petit-Coteau et tous dans la maisonnée étaient persuadés qu'un point sur cette photo représentait mon grand-père croqué à son insu par le photographe volant.

Cette idée de la photographie aérienne était une façon inédite, en quadrillant le territoire par des centaines de milliers de clichés, de célébrer à la fois la beauté du Québec des gens d'ici et de marquer d'une empreinte ces terres agricoles pour les générations futures. L'apport de monsieur Cossette à son pays s'arrêterait là que ce serait déjà colossal, mais son agenda était beaucoup plus chargé, notamment sur le front nationaliste...

Chez cet homme, onzième d'une famille de douze enfants, la prise de conscience politique remonte probablement aussi loin qu'à son adolescence, alors que déjà il suivait à la radio les nouvelles du Bloc populaire. Après avoir été un temps bûcheron, trappeur et draveur, il s'en va travailler pendant quatre ans dans le sud de l'Ontario, à Ste-Catharines. C'est là que, témoin des injures proférées à l'endroit des francophones et du comportement de colonisés que ceux-ci adoptaient plus souvent qu'autrement, il devient indépendantiste. Mentionnons que chez lui, les sarcasmes francophobes déclenchaient une tempête... et du même coup, précise Yves Saint-Denis, ami et frère d'armes du défunt, les meubles changeaient de place ! D'autant que monsieur Cossette était aussi culturiste.

Il revient au Québec pour démarrer son entreprise de photographie aérienne. Quelques années plus tard, il prend contact avec des indépendantistes

comme Raymond Barbeau, qui fonde l'Alliance laurentienne en 1957, puis avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale des Chaput, Ferretti et Bourgault. Cet engagement passionné pour la cause indépendantiste est à la fois total et généreux, monsieur Cossette ne ménageant aucun effort pour convaincre les siens du bien-fondé de son option.

À Sainte-Anne-de-la-Pérade, où il emporte ses pénates, Jean-Marie Cossette se fait aussi hôtelier. Dans son établissement très fréquenté, il ouvre une boîte à chansons, La Redoute, où se produiront plusieurs chansonniers, parmi lesquels Tex Lecor. C'est d'ailleurs là que Tex écrit et compose, aidé sans doute de monsieur Cossette, un hymne national pour les Québécois, qui fit long feu mais dont d'aucuns se souviennent encore.

Témoignant d'une grande érudition, Jean-Marie Cossette s'avère un conférencier recherché et disponible, tout autant qu'un organisateur de premier ordre, comme se le rappelle encore

aujourd'hui, non sans émotion, Louis Denoncourt, alors candidat du R.I.N. dans Laviolette (1966).

Bien entendu, son implication politique l'a précédé et ne sera pas sans lui occasionner des ennuis, comme des tracasseries administratives de toutes sortes, voire du harcèlement, de la part de nos adversaires fédéralistes. Ainsi, doit-il se résoudre à abandonner le métier d'hôtelier et affronter ensuite bien d'autres tribulations. Sa vie, loin d'être un long fleuve tranquille, est une succession de batailles, mais aussi de succès, les unes et les autres évoqués ailleurs dans le présent journal. Puisqu'il faut bien conclure – d'ici à ce quelqu'un entreprenne la rédaction d'une biographie de ce grand patriote – et parce que nous ne l'avons pas évoqué ci-dessus, rappelons que derrière l'homme d'action, derrière le « patriote volant » dévoué passionnément tant à son travail qu'à sa cause, il y avait aussi quelqu'un qui aimait profondément sa famille, sa chère épouse Louisette, ses enfants et ses petits-enfants...

Jean-Pierre Durand



Léo Longpré et Jean-Marie Cossette lors d'une rencontre de motivation pour les clubs de conversation.

EXPOSITION DE LA NOUVELLE-FRANCE AU QUÉBEC CONTEMPORAIN à la Maison Ludger-Duvernay 400 ans de relations France-Québec

Du 24 mai au 31 juillet 2007, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal accueille dans les salons de son siège social l'exposition historique, philatélique et cartophile « De la Nouvelle-France au Québec contemporain » conçue et réalisée par Alain Ripaux, vice-président de l'association française « Visualia Île-de-France, cartophilie et illustration de La Poste et de France Télécom ».

Cette exposition a été présentée à Paris et dans de nombreuses autres villes françaises et visitée par plusieurs milliers de personnes. Elle évoque 400 ans de relations franco-québécoises, de Jacques Cartier et Samuel de Champlain à Charles de Gaulle et René Lévesque. De nombreux documents philatéliques, photographiques et cartophiles de valeur illustrent cette évocation historique.

L'entrée est gratuite et l'exposition est accessible au grand public durant les heures normales d'ouverture de la Société, soit de 9 h à 16 h 45 du lundi au vendredi, de même qu'à d'autres moments où les salons accueillent des événements destinés au grand public.



Rita Dionne-Marsolais
Députée de Rosemont



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Bureau de comté de Rosemont
3308, boul. Rosemont
Montréal (Québec)
H1X 1K2
Téléphone: (514) 593-7495
Télécopieur: (514) 593-4264
Courriel: rdionnemarsolais@assnat.qc.ca



BLOC
QUÉBÉCOIS

Robert Carrier
Député de Alfred-Pellan
Tél. : (450) 661-4117
www.robertcarrier.org
*Aujourd'hui
une nation...
Demain
un Pays!*

Jean-Marie Cossette, un exemple toujours vivant

À l'occasion des funérailles de Jean-Marie Cossette, dans la belle église de la Purification de Repentigny, le président général Jean Dorion lui a rendu l'hommage suivant :



(photo : Daniel de Brouwer)

Jean-Marie, c'était d'abord une prodigieuse force intellectuelle.

C'était un autodidacte, Jean-Marie : il est entré à la fin de ses 13 ans sur le marché du travail et **la vie** a été son université. Je ne veux pas dire que les livres ne lui ont rien appris : sur l'histoire de la Nouvelle France, celles des Canadiens français hors-Québec, des Franco-américains et de la Louisiane française, par exemple, Jean-Marie aurait pu tenir tête aux meilleurs historiens. Mais je dis que c'est **la vie** qui lui en a appris le plus. Ses premières années de jeune adulte, il les a passées en Ontario. Jean-Marie m'a souvent parlé de cet épisode ontarien de son existence. C'est en Ontario plus qu'ailleurs, je crois, qu'il a approfondi sa compréhension de la situation de notre peuple. C'est là qu'il a le mieux perçu, pour reprendre un passage d'un célèbre discours de François Aquin, « *le drame vécu par nos compatriotes, qui sont pauvres dans un pays riche, citoyens de seconde classe dans leur propre cité, forcés de travailler dans la langue des maîtres, étrangers sur le sol même de leur patrie, déchirés entre ce qu'ils sont et ce qu'ils voudraient être* ».

Cette situation décrite par François Aquin, beaucoup de nos compatriotes l'ont subie sans jamais en comprendre la cause, hélas ! Jean-Marie, lui, a compris. Après son épisode ontarien, il était prêt à reprendre à son compte le refrain de la chanson de Raymond Lévesque :

« *C'est alors que j'ai compris
Que l'Québec c'est mon pays* ».

J'ai dit que Jean-Marie avait compris la situation de notre peuple et ses causes profondes. Ce n'est pas ce qui le distingue le plus des gens les plus brillants de sa génération : ce qui le distingue de bien d'autres, c'est que ces autres aussi avaient compris, mais qu'ils n'ont pas tous tiré les mêmes conclusions que lui : nous en connaissons tous qui, ayant pris conscience de la situation du peuple canadien-français auquel ils appartenaient, ont conclu qu'ils avaient intérêt à s'en dissocier le plus possible pour faire leur chemin dans la vie.

Jean-Marie Cossette a pris la direction inverse, parce qu'il était à l'exact opposé de cet égoïsme : au RIN, au PQ, au BLOC, à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Jean-Marie a été généreux de ses talents, de son temps, de son argent (pensons à la Fondation Nos Racines qu'il a mise sur pied), de sa sécurité même comme on l'a vu en octobre 1970, alors qu'il a passé vingt-et-un jours en prison avant d'être relâché sans aucune accusation. Il a même risqué son entreprise : l'aviation, vous le savez, c'est fédéral...

Son action fut généreuse, sa vision de ce qu'est le Québec ne l'était pas moins : c'était d'abord pour lui un projet collectif, entrepris il y a quatre siècles par les ancêtres français, mais dont la poursuite n'excluait personne sur la base des origines : c'est de la bouche de Jean-Marie, autour de la table du conseil général, que j'ai entendu pour la première fois une citation de Samuel de Champlain s'adressant à ses amis algonquins : « *Nos garçons marieront vos filles et nous ne formerons plus qu'un seul peuple* ». Quand le gouvernement a coupé ses crédits à la francisation, il y a trois ans, c'est Jean-Marie qui s'est offert pour mettre sur pied un Club de conversation française pour les immigrants, qui fut aussi une occasion pour lui de leur faire connaître les paysages, la musique et l'histoire de notre Québec. À 78 ans, et malgré des problèmes de santé qui s'accumulaient, Jean-Marie franchissait chaque semaine la distance entre l'Est de Repentigny et la Maison Ludger-Duvernay pour venir animer le Club de conversation et il fut même un cas où, hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, il s'absenta de l'hôpital pour y venir.



(photo : Daniel de Brouwer)

Lors de mon avant-dernière visite à l'hôpital pour prendre des nouvelles de Jean-Marie, je l'entendis badiner au téléphone : il aurait bien aimé, plaisantait-il, prendre une petite bière « *pour avoir la preuve que je suis toujours du monde des vivants* ». Jean-Marie aimait vivre, il aimait la vie. Et si l'on pense avec Victor Hugo que « *Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent* », on doit conclure que ce lutteur suprême a vécu comme personne. Pour nous, en cette période difficile, il continue à vivre, comme exemple de conviction, de militantisme et de patriotisme.



(photo : Jean-Pierre Durand)



Coalition pour un seul mégaCHU

Au moins 1000 \$ sortiront des poches de chaque Québécois pour être coulés dans les fondations bétonnées des deux mégahôpitaux universitaires montréalais. Le coût combiné du MUHC (McGill University Health Centre) et du CHUM (Centre hospitalier de l'Université de Montréal), est déjà évalué à plus de 3,6 milliards. Or, la première pelletée de terre n'a pas été levée et aucun devis digne de ce nom n'a été complété. Tout porte à croire que les coûts risquent de doubler ou même de tripler, amenant ainsi la facture déjà salée au-delà des sept milliards de dollars. Le gouvernement du Québec, qui sera évidemment incapable de trouver les fonds à même son budget, se verra contraint de financer ce projet gargantuesque à même la dette. Et on nous parle de « finances responsables » !

Mais il y a plus. La population vieillissante occasionnera une demande accrue dans tous les services de santé, mais plus spécifiquement dans les soins de première et deuxième lignes (urgences, CLSC, CHSLD). Ce sont d'ailleurs ces secteurs que les Québécois identifient comme prioritaires lorsque questionnés sur leurs attentes face au système de santé. Or, les deux hôpitaux universitaires auront une tout autre vocation : l'enseignement, la recherche, les surspécialités et les soins de troisième et quatrième lignes. On s'apprête donc à investir dans un projet qui n'est pas prioritaire pour la santé publique.

Et qu'en est-il de l'équité régionale ? Plusieurs hôpitaux partout au Québec ont besoin de rénovations majeures. Mentionnons que l'Hôtel-Dieu de Québec a besoin de 180 millions pour se mettre aux normes et que le CHUS aurait aussi besoin d'investissements. Les fonds considérables consentis à Montréal assècheront les enveloppes budgétaires ailleurs au Québec pour des années à venir. On est en droit de se demander si les habitants du Saguenay ou du Bas-St-Laurent sont prêts à investir des milliers de dollars par famille dans un projet qui sera en fin de compte essentiellement montréalais.

Le projet, dit-on, doit être dédoublé pour des « raisons historiques ». Puisqu'il y a deux facultés de médecine à Montréal, il faudrait donc 2 mégaCHU, un de langue française et un de langue anglaise ! La communauté anglophone, soit 12% de la région métropolitaine, recevra

donc la moitié des nouveaux investissements en santé. Le futur MUHC aura beau offrir des services bilingues, la langue de travail, de recherche et d'enseignement y demeurera toujours l'anglais. Le gouvernement du Québec, dont l'unique langue officielle est le français, s'apprête donc à investir massivement pour créer des emplois... en anglais !

Alors que la pénurie de médecins spécialistes et omnipraticiens se fait cruellement sentir et que le Québec ne nage pas dans les surplus budgétaires, il faut investir là où ça compte. Or, McGill a beau exceller en recherche, elle fournit moins de 10% des médecins au Québec puisque la majorité de ceux qu'elle forme s'exilent. Récemment, l'Association médicale canadienne nous apprenait que McGill avait formé 25% des médecins canadiens pratiquant *aux États-Unis* ! À l'opposé, l'Université de Montréal forme près de 40% des médecins pratiquant *au Québec* et ses médecins sont les meilleurs au pays, selon le Conseil médical canadien (examens 2000-2006). Rappelons que 29% des Québécois n'ont pas accès à un médecin de famille. Pourquoi donc donner 50% des fonds à McGill tout en sachant que les besoins ne seront pas comblés ? Pourquoi investir 50% des fonds chez le principal fournisseur canadien de médecins aux États-Unis ?

S'il est si évident que la construction de deux nouveaux mégaCHUs mène tout droit au désastre clinique, social et financier, vous vous demanderez, à bon droit, pourquoi on en entend si peu parler. D'autant plus que l'opposition à la construction des deux CHUs demeure nettement généralisée parmi la population. Sondage après sondage, ce sont 75% des Québécois qui démontrent clairement leur opposition au double projet.

C'est que la coalition pour un seul méga CHU est boudée par tous les grands médias montréalais qui refusent systématiquement de publier ses textes et ses interventions. Le 12 décembre dernier, le porte-parole de la coalition, le Dr Denis Lazure, déposait aux audiences de l'Office de consultations publiques de Montréal sur le CHUM un mémoire intitulé « Pour un CHUM fort et en santé ». Aucun média d'importance n'a daigné couvrir l'événement. Notons également un silence médiatique total devant l'échec des

négociations sur le partage des spécialités entre le MUHC et le CHUM, survenu au début de l'année. Pourtant, en décembre 2005, ce partage avait été jugé « essentiel au succès des CHUs » par tous les grands médias. Alors pourquoi ce mutisme devant l'échec du ministre Couillard ?

La coalition a également multiplié les représentations auprès des partis politiques, particulièrement à la veille des élections québécoises. Un appui des Libéraux paraissait plutôt impensable étant donné les engagements du ministre Couillard, mais nous avons bon espoir de convaincre le PQ ou l'ADQ (qui revendique un développement accru des régions) du bien-fondé de nos revendications. Or, il n'en fut rien. L'ADQ, forte de son appui des maires du West Island, s'est engagée à construire le MUHC et le PQ, fidèle à lui-même, s'est campé dans son mutisme habituel. Le courage politique n'est définitivement pas au goût du jour.

La solution au manque de visibilité de la coalition est simple. Les citoyens conscients doivent se mobiliser. Il faut investir les tribunes téléphoniques, écrire aux journaux, faire pression sur nos élus. Il est clair que ceux-ci ne lèveront pas le petit doigt tant qu'ils ne se sentiront pas portés par une vague de fond. Rien n'est construit, tout reste à faire. Il n'est pas trop tard pour reculer.

Pour plus d'information sur la coalition, visitez le site :

www.unseulmegachu.org

La coalition propose la construction d'un seul méga-CHU. Celui-ci pourrait desservir à la fois l'Université de Montréal et l'université McGill dans le cas des surspécialités dont la concentration en un seul lieu est nécessaire. Des aménagements pourraient être faits pour que les professeurs de McGill puissent y enseigner en anglais. Notons que nous ne souhaitons pas la fermeture du MUHC actuel. Au contraire, nous suggérons que les infrastructures actuelles soient modernisées afin de répondre aux besoins de la population montréalaise. Des milliards de dollars pourraient ainsi être économisés.

Patrick Sabourin

Le site Internet de la SSJBM : un trésor de renseignements

Le site Internet, qui a été transformé cette année, regorge de renseignements sur la Société. Une visite permet de découvrir l'histoire de la Société, ses objectifs et sa structure. L'onglet *Actualité* permet de voir un aperçu des prochaines activités et des événements qui ont été organisés par la Société. On y présente aussi les communiqués émis par la SSJBM. C'est l'endroit idéal pour réaliser à quel point la SSJBM répond aux préoccupations des Québécoises et Québécois et de la mouvance souverainiste.

L'onglet *Album photos* nous donne le plaisir de découvrir les événements organisés par la Société ou auxquels elle a participé. On peut ainsi voir,

entre autres, des photos de la fête du Nouvel an qui s'est tenue à la Maison Ludger-Duvernay en janvier dernier et de l'hommage à Bernard Landry, élu patriote de l'année en 2007. Cela vaut le détour. L'onglet *Hyperliens* nous propose quant à lui une foule de sites sur l'histoire du Québec et sur les mouvements souverainistes. Des heures de lecture en perspective.

À la demande de bien des sections, un onglet *Portail sections* a été ajouté. Les sections peuvent ainsi informer les membres des activités qu'elles organisent ou communiquer des renseignements qu'elles jugent pertinents. Jusqu'à maintenant, trois sections ont profité de ce moyen à leur

disposition pour informer les membres. La section Jean-Olivier-Chénier nous y présente un article de Claude-Henri Grignon sur le monument Jean-Olivier-Chénier, la section Pierre-Le-Gardeur nous annonce son concours d'histoire annuel et la section Yves-Blais présente un article sur un hommage rendu à Yves Blais. Toutes les sections sont encouragées à profiter de ce nouveau portail qui leur donne un autre moyen de communiquer avec les membres de la Société et de contribuer au dynamisme du site Internet de la Société. Les sections peuvent communiquer leurs textes à Daniel de Brouwer (ddebrouwer@ssjb.com).

Élaine Des Lauriers



173^e assemblée générale de la SSJB : Plus présents que jamais

C'est sous le thème *Plus présents que jamais* que s'est tenue la 173^e assemblée générale annuelle de la Société Saint-Jean-Baptiste les 8 et 9 mars derniers. L'assemblée comptait cent vingt-sept délégués et elle s'est prononcée, entre autres, sur les propositions issues des assemblées annuelles de nos quinze sections.

Le français et l'enseignement de l'histoire au cœur des débats

Les thèmes de la langue et de l'histoire ont été au cœur des débats. Les délégués ont voté une résolution à l'effet qu'on subordonne le début de l'apprentissage d'une langue seconde à l'acquisition de la capacité de parler et d'écrire couramment le français. De plus, ils ont exprimé le désir que la Société et le Mouvement Montréal français mettent sur pied des prix de type orange et citron pour l'usage du français afin de récompenser les entreprises méritantes, stigmatiser les entreprises laxistes et encourager les consommateurs à fréquenter les premières.

Par ailleurs, ils ont demandé que la Société continue de soutenir l'opposition à la réforme de l'enseignement de l'histoire du Québec au secondaire et propose les grandes lignes d'une alternative qui favoriserait le renforcement d'une culture et d'une identité communes. Ils ont aussi voté pour le maintien du soutien à la Chaire d'histoire de l'UQÀM. Ils ont demandé que la SSJB fasse des représentations auprès des universités du Grand Montréal afin que l'histoire politique du Québec prenne sa place légitime dans leurs départements d'histoire.

Jean Campeau et Gaston Bergeron, délégués à l'assemblée (photo : Daniel de Brouwer)



Élections au Conseil général

Le poste de président général était en élection cette année. Jean Dorion a été réélu pour un troisième mandat consécutif, fort de 79,5% des voix. Les délégués ont également élu les membres de son équipe qui se sont présentés aux postes de conseillers généraux. Ainsi, Mario Beaulieu, premier vice-président, a été réélu pour un troisième mandat et le romancier Yves Beauchemin, coopté au Conseil en cours d'année, a également été élu. S'ajoutent au Conseil général deux nouvelles recrues, Patrick Sabourin et Amélie Dolbec, deux jeunes militants de moins de trente ans. Notons également que le regretté Jean-Marie Cossette, candidat indépendant, a été réélu à son poste d'ancien président.

Commission des présidentes et présidents

Le vendredi 9 mars, tout juste avant le début de la deuxième journée de l'assemblée générale, la Commission des présidents se réunissait pour élire son nouveau conseil exécutif. Umberto Di Genova, de la section Henri-

Bourassa, a été élu à la présidence. Compléteront l'équipe : à la vice-présidence, Pierre Benoit (Laval), au secrétariat, Marius Minier (Louis-Riel) et à la trésorerie, Jean Lapointe (Jacques-Viger). Nous souhaitons un mandat des plus dynamiques aux nouveaux élus et remercions les officiers sortants, Odette Poitras, Léo-Donald Lachaine et Gérard Gauthier.

L'assemblée générale a aussi permis de remplir trois postes au Comité de vérification des finances. Ont été élus : Louise Crépel, Yves Saint-Denis et Paolo Zambito. Ils se joignent à Odette Poitras et Robert Gagnon, qui poursuivent leurs mandats.

L'assemblée générale annuelle a été un grand succès et a démontré que la SSJBM prend de plus en plus d'essor. De nombreux membres se sont ajoutés au cours des dernières années et la Société est désormais davantage représentative de toutes les générations. C'est là une condition essentielle pour que se poursuive la lutte pour faire du français la langue commune des Québécoises et Québécois de toutes origines et pour faire du Québec un pays.

Élaine Des Lauriers



Cent vingt-sept délégués ont participé à la 173^e assemblée annuelle de la SSJB qui s'est tenue au Centre St-Pierre (photo : Daniel de Brouwer)

Présidences des sections

Dans la foulée de la préparation de l'assemblée générale, les assemblées annuelles ont permis d'élire de nouveaux conseils de sections. Voici la liste des présidents élus :

Chevalier-de-Lorimier	Francis Dupré
Chomedey-de-Maisonnette	Francis Ménard
Doris-Lussier	André Khalé
Henri-Bourassa	Umberto Di Genova
Jacques-Viger	Jean Lapointe
Jean-Olivier-Chénier	Benoît Coulombe
Laval	Pierre Benoit
Louis-Riel	Marius Minier
Ludger-Duvernay	Yves Saint-Denis
Marguerite-Bourgeoys	Claude G. Charron
Nicolas-Viel	Louise Brossard
Ouest-de-l'Île	Denis Martel
Pierre-le-Gardeur	Claude J. Allard
René-Lévesque	Stéphane Beaulieu
Yves-Blais	Normand Archambault



Les membres du Conseil général, dans l'ordre habituel : Lucie Tessier, Sébastien L. Pigeon, Anne-Michèle Meggs, Pierre Serré, Élaine Des Lauriers, France Langlais, Jean Dorion, Yves Beauchemin, Patrick Sabourin, Amélie Dolbec, Mario Beaulieu, Jean-Marie Cossette, Gilles Rhéaume et Marcel Henry. Absent de la photo : François Lemieux. (photo : Daniel de Brouwer)

MERCI KARIMA

par Jean Dorion

En 2001, revenus au Québec après cinq ans et demi au Japon, ma femme et moi cherchons une garderie pour celle qui est alors la cadette de nos enfants, Blanche, deux ans et demi. Après des mois sur la liste d’attente d’un CPE, la direction nous téléphone : « Toujours pas de place chez-nous ; que diriez-vous d’une garderie en milieu familial ? Voici le numéro à composer, demandez Karima ».

Tiens, un prénom arabe... J’appelle. Je reconnais l’accent maghrébin dans le français de mon interlocutrice. Nous voulons d’abord la rencontrer et visiter les lieux. Le lendemain, ma femme, Blanche et moi sommes à sa porte. Je sonne, on ouvre. Une femme apparaît, dont les vêtements ne laissent voir que le visage et les mains. J’ai un mouvement intérieur de recul. « Un *hijab*... Des *pratiquants* ! Confier à *ces gens-là* une part de l’éducation de notre enfant ? Une fille... ». Globe-trotter, multilingue, père d’une famille binationale, je me pique d’être plutôt dépourvu de préjugés ethniques. Mais là, mon seuil de tolérance est atteint. De l’Islam, j’ai peu d’expérience, hors la lecture de quelques sermons peu édifiants de l’ayatollah Khomeiny, qui m’avait déjà stupéfié à une époque où, exilé à Paris, son « Islam progressiste » était la coqueluche de la gauche intellectuelle européenne. Face à Karima, me reviennent aussi à l’esprit deux rencontres pénibles avec des intégristes en Malaisie, en 1983 ; j’en avais eu de plus heureuses avec d’autres Musulmans malais, mais les mauvaises, même rares, laissent plus de traces. Karima nous invite à entrer. Soyons polis, entrons, tant qu’à être venus ; après, il ne sera pas difficile de trouver un prétexte pour nous désister.

Nous parcourons la maison ; cinq minutes ne se sont pas écoulées que mes préventions se sont ramollies. Tant on sent partout dans ce foyer l’amour des enfants : dans la décoration, les jouets, l’arrangement du jardin, le bonheur manifeste des petits eux-mêmes. Ma femme et moi rentrons chez-nous en nous disant : « Essayons voir... »

Les dix-huit mois qui suivent seront pour notre fille une merveilleuse période d’épanouissement social, au côté d’enfants de toutes origines, certains musulmans, d’autres dont les familles sont sans doute de toutes croyances et incroyances. De notre côté, nous découvrons en Karima une femme d’un bel aplomb, lectrice d’ouvrages de psychologie infantine, bien au fait des réalités du Québec et qui mène sa petite entreprise avec amour et rigueur, secondée (pas dirigée) par son mari. En fin d’après-midi, les enfants se retrouvent autour d’elle au jardin pour l’heure du conte. Quand je viens chercher Blanche, il n’est pas toujours facile de l’arracher à ces moments de rêve.

Nous rentrons du Japon, pays très japonisant ; la francisation de nos enfants est



Blanche (8 ans) et son ancienne éducatrice Karima Nidbihi (photo : Jean Dorion)

prioritaire. Nul ne peut mieux nous y aider que la Marocaine Karima : un matin, j’invite Blanche à se chauffer : « Viens mettre tes p’tits bas » — « C’est pas des bas, c’est des chaussettes, Karima l’a dit », me corrige-t-elle.

Avec Blanche, Karima s’y prend mieux que nous, je crois. Nous avons alors quatre enfants, Blanche est « le bébé » et cela paraît, par moments. « Tout ce qu’il lui faut, c’est un peu de fermeté », me lance un jour Karima, « et ça lui manque ». Elle s’arrête, l’air un peu inquiète de ma réaction aux quatre derniers mots qui lui ont échappé... Touché ! En plus de principes d’éducation clairs, Karima a des principes tout court ; cela ne l’empêche pas d’apprécier l’apport de gens d’autres cultures. « J’ai été éduquée par des religieuses françaises, me dit-elle un jour, elles m’ont transmis une valeur (elle appuie sur le mot) : le respect d’autrui ».

Aujourd’hui encore, quand on lui parle de Karima, le visage de Blanche s’illumine. Les visages de Karima et de son mari s’illuminèrent eux aussi le matin où je leur appris que j’avais manifesté, la veille, avec 100 000 Montréalais, à 26 degrés sous zéro, contre le projet de Bush d’envahir l’Irak. Aucune haine des Américains, chez eux, mais un brin de fatalisme : « Vous verrez, il y aura la guerre quand même ».

Au cours du débat sur les accommodements raisonnables, j’ai souvent pensé à Karima, à son mari, à leurs trois filles. Et aux nombreux Musulmans du Québec. Ce chauffeur de taxi, par exemple, qui me confiait timidement son désarroi : après avoir fui les excès des intégristes en Algérie, il doit parfois, comme musulman, faire face ici aux insultes de quelques passagers ignares.

Nous sommes tous susceptibles d’avoir peur de l’inconnu, comme cette femme musulmane qui a été discrètement malade au moment de partir à la rencontre des gens d’Hérouxville, du si bon monde pourtant, je n’en doute pas. Ma femme et moi aussi, nous étions inquiets la première fois que Karima

nous est apparue dans l’embrasure de sa porte. Le 11 septembre 2001 a eu son effet. Mais pensons-y bien : il y a cent-dix mille Musulmans au Québec, s’ils étaient tous des poseurs de bombes ou des lapideurs de femmes adultères, si même un sur mille l’était, n’aurions-nous pas infiniment plus de problèmes que ce n’est le cas ?

Naturelle donc, est la peur de l’inconnu, mais trop naturelle aussi la tentation de l’exploiter sans penser aux conséquences futures, pour vendre de la copie, augmenter sa cote d’écoute, ou engranger *un vote vite*, comme on dit parfois de certains entrepreneurs qu’ils veulent faire *une piastre vite*. On pensait que la liberté de croire, comme celle de ne pas croire, et de pratiquer ou pas, selon sa conscience, à condition de respecter aussi la liberté des autres, faisait partie des conquêtes de notre civilisation. Le principe est remis en cause à la fois par une majorité plus traditionaliste qu’on ne le croyait, mue par la peur de l’inconnu, et par la frange intégriste des laïcistes, dont la prétention fait parfois sourire : « Les religions sont la cause de toutes les guerres », écrit un lecteur de *La Presse*. Vraiment ? Staline, Hitler, Pol Pot, étaient donc des grenouilles de bénitier ? À la vérité, les responsables des guerres ne sont ni les croyants ni les incroyants, ce sont les intolérants, ceux qui vous en veulent de croire ce qu’ils ne croient pas ou de ne pas croire ce qu’ils croient.

Grâce à Karima, Blanche saura, et pour la vie, qu’on ne juge pas de la valeur des gens sur leur croyance ou leur incroyance, ni sur leur façon de s’habiller. Quel beau cadeau que cette rencontre avec Karima ! Pour nous, pour Karima et pour Blanche, pour le Québec dont elles font toutes les deux partie et pour notre planète toujours plus petite !

(Ce témoignage personnel de notre président général a paru dans *le Devoir* du 3 avril dernier. Le groupe d’édition Modulo a demandé l’autorisation de le reproduire intégralement dans un manuel d’anthropologie destiné aux cégeps, et qui sortira des presses au début de juin).

DÉCÈS DE ROGER VARIN



À la fin d’avril, à l’âge de 89 ans, est décédé Roger Varin, ex-secrétaire général de la Société, fondateur de l’Ordre de Bon Temps et cofondateur de la troupe Les Compagnons de Saint-Laurent.

Jacques Languirand a déjà décrit Roger Varin comme « un homme très, très important à l’époque (...) le moteur de cette entreprise-là (l’Ordre de Bon Temps), un homme qui était de beaucoup, beaucoup d’événements, d’organisations, un homme de grand abattage qui avait une imagination prodigieuse, une capacité d’organisation et d’entraînement absolument extraordinaire. Dès qu’il était quelque part, on y allait, on s’associait à ça ».

Membre de l’Union des artistes depuis 1949, Roger Varin a fondé le Centre d’art dramatique, cofondé cinq groupes de théâtre dont Les compagnons de Saint-Laurent (avec le père Émile Legault) et la Compagnie de Montréal (avec Guy L’Écuyer), monté une vingtaine de spectacles en plein air, fondé les journaux de mouvements de jeunesse des années 1930-40 (JIC, JEC, JAC) et l’hebdomadaire *Le Salaberry de Valleyfield*.

Signataire du manifeste de la Ligue pour la défense du Canada (contre la conscription, 1942), il a été secrétaire général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1945-47) et de la Fédération des SSJB du Québec à l’époque où le Québec se dotait d’un drapeau.

Roger Varin a réalisé une trentaine de publications dont l’*Agenda des coopérateurs* et la collection du « Message français » (chez Fides) pendant la Seconde Guerre mondiale alors qu’aucune publication en provenance de France n’était disponible au Canada. Il a œuvré dans le domaine de l’animation et de la recherche pour des émissions à Radio-Canada (Clown Poum à *Samedi-Jeunesse*, *Dans tous les cantons*, etc.) et à Télé-Métropole, puis, pendant des décennies, dans le mouvement coopératif qui lui tenait à cœur.

Agenda des sections

Sections	Activités
Chevalier-de-Lorimier	Samedi 23 juin 2007 La section Chevalier-de-Lorimier et Jean-Marc Labrèche vous invitent à la marche René-Lévesque, édition 2007. À la mémoire du grand René Lévesque, 45 groupes de marcheurs, de New Carlisle à Montréal, parcourront simultanément une trentaine de kilomètres. Les gens de Montréal sont invités à la Maison Ludger-Duvernay, au 82, rue Sherbrooke Ouest, où se fera le départ de la marche. Au programme : 9 h Rassemblement au parc, de biais à la Maison Ludger-Duvernay Discours des personnalités, suivi du départ de la marche 10 h Pause au parc des Amériques (coin Rachel et Saint-Laurent) 11 h Pause au parc de la Petite Italie (rue Saint-Laurent) 12 h Dîner au Carré Saint-Louis (apportez votre repas) 14 h Pause devant le buste de René Lévesque (édifice Hydro-Québec) 14 h 30 Arrivée au parc, de biais à la maison Ludger-Duvernay La chanteuse Sylvie Tremblay interprétera <i>Le plus beau voyage</i> de Claude Gauthier Bienvenue à tous les marcheurs pour la paix et la fierté québécoise. Il serait souhaitable de confirmer votre participation à : Jean-Marc Labrèche, 514-286-8209 ou jmlabreche@videotron.ca
Jacques-Viger	Samedi 23 juin 2007, dès 17 h (repas à 18 h) La section Jacques-Viger vous invite à son pique-nique des souverainistes, au parc Joyce, à Outremont (à l’angle des rues Bernard et Rockland). Au menu de la soirée : grillades et spectacle. Contribution à confirmer. Renseignements : communiquer avec M. Jean Lapointe au 514-276-8756 .
Jean-Olivier-Chénier	Dimanche 24 juin, à 10 h La section Jean-Olivier-Chénier vous invite à une messe en l’honneur des Patriotes. À l’église de Saint-Eustache, sur la rue Saint-Louis. La cérémonie sera suivie d’un vin d’honneur. Renseignements : communiquer avec M. Benoît Coulombe au 450-473-7033
Nicolas-Viel	Dimanche 24 juin 2007 La section Nicolas-Viel, l’Association récréative et culturelle Nicolas-Viel et ses partenaires vous invitent à la Fête nationale au parc Ahuntsic. Au programme : 9 h 30 Grand Prix de boîte à savon (inscription à 9 h) 12 h 30 Dîner des bénévoles 14 h Début de la fête, moment patriotique : Hommage au Fleurdelysé. 14 h 15 Musique, conteurs, fresques collectives, amuseurs publics, maquillage, etc. 17 h Souper 18 h 30 Moment patriotique : héritage et engagement 19 h Spectacle de la relève (10 jeunes artistes) Renseignements : communiquer avec M ^{me} Louise Brossard au 514-337-0334

LES TIMBRES DE LA SOCIÉTÉ



Général Charles de Gaulle, 1890-1970
Libérateur de la France, président de la République française, 1958-1969
Timbre publié en 1997

Extraits du discours du 24 juillet 1967 à la foule rassemblée devant l’hôtel de ville de Montréal :

« Je vais vous confier un secret que vous ne répétez pas. Ce soir ici, et tout le long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération. Et tout le long de ma route, outre cela, j’ai constaté quel immense effort de progrès, de développement, et par conséquent d’affranchissement, vous accomplissez ici (...)

Voilà ce que je suis venu vous dire ce soir, en ajoutant que j’emporte de cette réunion inouïe de Montréal un souvenir inoubliable. La France entière sait, voit, entend, ce qui se passe ici et je puis vous dire qu’elle en vaudra mieux.

*Vive Montréal ! Vive le Québec !
Vive le Québec libre !
Vive le Canada français ! et vive la France ! »*

(On peut se procurer timbres de la Société et albums à la réception, tél : 514-843-8851)

**Voici une autre façon
de contribuer
à l'action de la SSJBM.
Rien de plus simple.
Votre abonnement :**

- vous permet de participer, pendant 6 mois, à tous les tirages de la Lotomatique et de participer ainsi au financement de la SSJBM;
- vous donne l'occasion, par le biais de l'option de groupe, de faire connaître la SSJBM à vos amis, parents et collègues.
- Je désire m'abonner à un groupe formé par la SSJBM et j'envoie un chèque au montant de 26 \$, à l'ordre de la SSJBM, à l'adresse suivante :

82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H2X 1X3

- Je désire être responsable d'un groupe de 10 personnes et recevoir le formulaire. Je le remplirai dûment et le retournerai avec un chèque au montant de 260 \$, à l'ordre de la SSJBM.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS
514-843-8851**



Journalssjb

**Participez à la distribution de
panneaux drapeaux avant la Fête
nationale**

**Appel à toutes les sections de la
SSJBM et à tous les sympathisants**

Pour stimuler la fierté nationale, rien de tel que de bouger. C'est pourquoi nous vous invitons à participer et à mobiliser le plus possible pour une activité vivifiante.



Joignez-vous au
Mouvement Montréal français

J'appuie le MMf et ses objectifs!

- Défendre et promouvoir la différence culturelle et linguistique du Québec dans le contexte anglicisant de la mondialisation.
- Assumer notre responsabilité civique cruciale dans l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants.
- Favoriser l'usage du français comme langue commune dans les services publics et contrer le bilinguisme institutionnel.
- Ouvrir le débat sur la véritable situation du français dans la région métropolitaine de Montréal et son impact sur l'ensemble du Québec.

Formulaire d'adhésion au Mouvement accessible à :

<http://montrealfrancais.info/>

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal Qc. H2X 1X1

514-839-4140

**Participez à la distribution de panneaux drapeaux avant la Fête nationale
Appel à toutes les sections de la SSJBM et à tous les sympathisants**

Pour stimuler la fierté nationale, rien de tel que de bouger.
C'est pourquoi nous vous invitons à mobiliser votre entourage
et à venir nombreux à cette activité.

**Départ à 11 h le samedi 16 juin 2007
à la Maison Ludger-Duvernay au 82, rue Sherbrooke Ouest
(Métro Place-des-Arts)**

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES : 514-241-2448

**Un don ou
un legs testamentaire
à la Société
Saint-Jean-Baptiste
de Montréal nous aidera
à poursuivre encore
mieux notre combat!
Pour tout renseignement,
veuillez vous adresser
à madame Sonia Bouchard
au 514-843-8851**



Carole Lavallée
Députée de
Saint-Bruno—Saint-Hubert
5440, chemin de Chambly, bur. 110
Saint-Hubert (Québec) J3Y 3P1
450-926-5979

Maka Kotto
Député de Saint-Lambert
1080, rue Sainte-Hélène
Longueuil (Québec)
J4K 3R9
450-646-2423

Yves Lessard
Député de
Chambly—Borduas
1, rue Robert
Saint-Basile-le-Grand
(Québec) J3N 1L7
450-441-7802
1-877-741-7802

Caroline St-Hilaire
Députée de
Longueuil—Pierre-Boucher
192, rue Saint-Jean, bur. 200
Longueuil (Québec) J4H 2X5
450-928-4288

Marcel Lussier
Député de
Brossard—La Prairie
7900, boul. Taschereau
Édifice E, bureau 110
Brossard (Québec) J4X 1C2
450 466-6872

Luc Malo
Député de
Verchères—Les patriotes
1085, boul. Lionel-Boulet
Bureau A
Varennes (Québec) J3X 1P7
450-652-4444

Députées et députés à la Chambre des communes

**Pour vos réunions, assemblées et réceptions,
de 10 comme de 200 personnes,
la Maison Ludger-Duvernay offre trois somptueux salons,
à des prix très abordables.**

Laissez-vous charmer par le cachet historique
de cet édifice victorien, construit en 1874.
Pour plus de renseignements : 514-843-8851
ou consultez le nouveau site de la SSJBM au

www.ssjb.com.

Ou encore, contactez-nous par courriel au
ig@ssjb.com



Louise Harel
Députée de Hochelaga-Maisonneuve

Hôtel du Parlement
Bureau 2.94
Québec (Québec)
G1A 1A4
Téléphone : (418) 643-2743
Télécopieur : (418) 643-2957

2065, avenue Jeanne-d'Arc
Bureau 102
Montréal (Québec)
H1W 3V3
Téléphone : (514) 873-9309
Télécopieur : (514) 873-5415

Courriel : lharel@assnat.qc.ca

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

- ☐ Membre ordinaire 10 \$
- ☐ Membre étudiant 5 \$
- ☐ Membre adhérent (Service d'entraide) 2 \$
- ☐ Membre à vie 200 \$
- ☐ Membre à vie (60 ans et plus) 75 \$
- ☐ Don à votre discrétion \$
- TOTAL \$**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____ Date de naissance _____

Courriel _____ Profession _____

Signature _____

Retourner avec votre paiement à :
SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3